RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

DÉCLARATION

prononcée

par

Monsieur MAMADOU DIA

Président du Conseil des Ministres de la République du Sénégal

devant l'Assemblée Nationale

et les Délégations invitées aux Fêtes de l'Indépendance du Sénégal

DAKAR, le 4 AVRIL 1961.

DÉCLARATION

prononcée

par

Monsieur MAMADOU DIA

Président du Conseil des Ministres de la République du Sénégal

devant l'Assemblée Nationale

et les Délégations invitées aux Fêtes de l'Indépendance du Sénégal

Monsieur le Président,

Messieurs les Chefs de délégation,

Messieurs les Députés,

Messieurs,

C'est tout d'abord, et naturellement, à nos hôtes illustres que je dois adresser l'expression de nos souhaits très sincères de bienvenue dans la République du Sénégal. Mon Gouvernement est particulièrement sensible à l'honneur, au grand honneur, qu'ils nous font d'accepter de partager notre joie en ce jour, qui marque pour nous la plus grande célébration de notre jeune histoire. Venus des deux hémisphères, d'Est ou d'Ouest, et parfois même presque des antipodes, nos hôtes doivent savoir que nous les accueillons avec la chaude amitié que le Sénégal tout entier ressent pour ceux qui viennent à lui animés de sentiments également fraternels.

Je vous demande de bien vouloir accepter de vous faire les interprètes auprès des peuples et des gouvernements que vous représentez, de notre sympathie sincère et de notre profond désir de coopération pour bâtir cet univers de paix et de développement harmonieux indispensable au bonheur des hommes et des peuples.

***

La conjoncture me commande avec insistance de vous exposer, très simplement, sans prétention aucune, le sens de cette commémoration de notre indépendance. En peu de mots, je m'efforcerai de vous dire l'essentiel.

Mon propos sera donc tout d'abord de décrire et d'analyser les termes du problème de l'indépendance, tel qu'il nous apparaît dans notre situation présente.

Je pourrai ensuite vous dire la réponse du Sénégal à ce problème qui commande notre avenir et notre liberté.

*
**

I. — *Le problème de l'Indépendance.*

S'il est vrai que chaque homme comme chaque peuple est appelé à suivre la voie que Dieu lui a tracée, nous pouvons affirmer avec force que notre destin à nous, peuple du Sénégal, nous conduisait vers cette indépendance que nous célébrons aujourd'hui, selon une montée progressive mais implacable, dans l'union de nos efforts, de nos volontés, de nos espoirs.

Notre politique s'est efforcée d'éviter les crises inutiles, les épreuves de violence lorsqu'elles n'étaient pas indispensables. Nous avons, au contraire, usé avec foi et patience du dialogue qui permet de partager les évidences, donc d'obéir à l'histoire en la créant, et en sauvegardant la plus précieuse des richesses humaines avec la liberté, je veux dire l'amitié — que dans sa forme africaine nous ressentons essentiellement comme fraternité. Ainsi donc nous avons pu franchir le seuil de la décolonisation, sans effusion de sang ni haine.

Ceci ne signifie pas, nous l'avons souvent proclamé, que nous ne sommes point solidaires de tous les peuples qui luttent et qui souffrent dans leur âme et dans leur chaire pour conquérir leur liberté. Nous souffrons avec eux et continuerons à souffrir tant qu'ils ne seront point libres, bien que l'épreuve du sang nous fut épargnée.

Mais notre présente liberté vécue — l'indépendance est-elle autre chose ? — n'est pas moins radieuse et féconde que celle de tous les peuples frères.

L'indépendance n'a jamais signifié pour nous autre chose qu'un rite de passage fondamental, un rite de libération, mais non pas l'accession à un absolu où le tout est aquis et possédé définitivement. Nous savons que l'essentiel, et ceci est inscrit dans la condition humaine, est toujours l'enjeu des combats présents et futurs, et que l'essentiel restera en cause jusqu'à la fin des temps, car nous sommes dans un univers en évolution et où la montée de l'homme n'aura point de terme, hors cette convergence finale vers ce que *Teilhard de Chardin* appelle le point oméga. Mais nous n'en sommes pas encore là, et c'est les problèmes de notre condition présente qu'il nous faut résoudre.

Que signifie donc pour nous, en vérité, l'indépendance ?

Tout d'abord nous voulons nous garder d'un certain nominalisme, qui donne aux mots seuls une vertu incantatoire — nous voulons nous garder d'une politique de rêve et d'imagination qui nous porterait à vivre dans un univers tel que nous désirerions qu'il fût.

Bien sûr, il ne faut pas condamner trop vite ce travers où sombrent parfois certains des nôtres. Il faut se rappeler qu'au temps de la domination le rêve était souvent la seule projection d'espoir qui nous a permis de garder force et courage. Mais ce temps est révolu. Il faut vraiment que nous nous décolonisions jusqu'au plus profond de nous-même et pas seulement au niveau des apparences. L'indépendance c'est une phase de destructu-

ration et de restructuration. C'est une « destruction créatrice », pour employer le terme d'un très grand économiste.

*
**

Quelles sont donc les erreurs à ne pas commettre pour que nous soyons à la mesure de nos responsabilités ?

En premier lieu, l'erreur serait de persister dans le même style qu'au temps de la marche vers l'indépendance — de s'enfermer dans ce vocabulaire d'autrefois qui, confronté aux réalités présentes risquerait de n'être qu'un mauvais alibi. Dans le même ordre de logique, s'il fut nécessaire aux derniers temps de la période coloniale, de donner à toutes forces la priorité au politique, au sens traditionnel, sur l'économique, s'entêter dans cette voie mènerait aujourd'hui à des catastrophes : il faut maintenant dépasser ces catégories usées pour intégrer les réalités qu'elles recouvrent dans l'idée de développement national.

Tout aussi grave serait de conserver les formules anciennes du colonisateur, de s'asseoir après lui dans le même fauteuil et, après une passation de service purement formelle, se contenter de revêtir la même machine d'un simple vernis nouveau. C'est cela aussi l'indépendance purement nominale. On ne peut éluder la phase de destructuration; gardons nous donc des pentes de facilité.

L'alliance de cette propension à la facilité avec l'irréalisme que je dénonçais tout à l'heure peut mener à créer un certain messianisme : croire que tous les problèmes

seront résolus essentiellement par un apport extérieur — problèmes financiers, problèmes d'investissement, problèmes d'encadrement, problèmes techniques — et aussi, et peut être ceci est plus grave encore, problèmes idéologiques — Une aide extérieure si disproportionnée, appliquée à des réalités nationales passives et repliées sur elles-mêmes ne pourrait que les écraser, instaurer un néo-colonialisme quelle que soit la coloration de l'étiquette dont on pourrait tenter de le masquer.

Ceci ne pouvant mener qu'à un échec, il serait tentant alors de rechercher des compensations dans les fastes oratoires d'une politique internationale à grand spectacle, sans cohérence avec les problèmes intérieurs et l'idée de la nation qui se fait.

Il n'est point pour nous de politique de prestige concevable. Notre grandeur ne peut être que notre vérité et notre sincérité ouvertes au dialogue. Bien plus, notre force ne peut procéder que d'une conscience claire de cette solidarité qui doit nous unir aux autres peuples. Nous nous garderons donc de toute conduite d'irresponsabilité : dans ce monde où l'ensemble des constructions humaines vacille de tout choc où qu'il se produise à la surface de la terre, nous ne pouvons jouer les apprentis sorciers et nous laisser ensuite noyer et submerger, et les autres avec nous, par les conséquences de nos actes.

Enfin, nous tâcherons de ne point nous voir nous-mêmes selon de grandes illusions, possesseurs de merveilles imaginaires. nous ne nous enferrerons pas dans le mythe des « immenses richesses inexploitées des pays tropicaux », que l'époque coloniale aurait, par légèreté ou inconscience, oublié de s'approprier. Nos vraies richesses existent. Elles ne sont point de l'ordre du mythe : ce sont avant tout nos richesses humaines.

Loin de moi l'idée de donner à ces réflexions une destination politique ou polémique : nous voulons précisément abolir à jamais ce genre d'exercices stériles. Je crois tout simplement qu'il était nécessaire de regarder en face ces tentations pour moins risquer d'y céder, en un temps où nous n'avons pas une erreur à commettre pour faire face à nos responsabilités.

*
**

Quel est donc, pour nous, le contenu positif de l'indépendance, au sortir de cette mise en garde ?

Retournant les propositions que j'énonçais précédemment, tentant d'en assembler en ordre cohérent les éléments fondamentaux, il est possible de percevoir ce contenu positif, de poser alors les véritables problèmes que, me semble-t-il, aucun peuple jeune se trouvant dans notre situation ne peut éluder, sous peine de voir s'échapper cette richesse si fragile, puisqu'elle tient essentiellement à l'homme, qu'on appelle la liberté.

Premier problème que nous posons : Devenus indépendants, pour que cette indépendance ait un sens, avons-nous la certitude de posséder une doctrine, une idéologie à quoi nous puissions adhérer, des paroles fortes, et pas seulement un langage, à dire par nous-mêmes, pour nous-mêmes, par les autres ? Avons-nous, par là, une présence, un témoignage à apporter ? On ne peut pas, en effet, exister sur du vide, ou de l'inauthentique sans être aboli ou asservi de quelque manière.

Second problème : Si nous avons une idée de nous-mêmes, avons-nous donc la volonté de la vivre en tant

que groupe ? Autrement dit, notre peuple veut-il être une nation, c'est-à-dire le support vivant d'une idée s'appliquant à un destin librement choisi et partagé ?

Troisième problème : si nous avons cette volonté ou plus précisément cette vocation, possédons-nous le support physique et matériel qui lui permettra de s'épanouir ?

Un pays entré à peine dans la voie du développement, et dont les ressources naturelles apparentes sont assez modestes, arrivera-t-il à se développer suffisamment et assez vite, pour pouvoir établir de façon solide et irréversible ce support indispensable à une existence majeure, à une conduite autonome ?

Posséder pour nous-mêmes une idée, une âme, un corps, solidement chevillés dans un peuple vivant, c'est en ces termes donc que nous avons voulu poser les problèmes de notre indépendance. C'est selon cet axe que nous avons recherché nos solutions, tenté de tracer l'architecture de notre construction nationale. Je dois maintenant vous dire où cette réflexion nous a mené, et comment à tout moment elle a nourri notre action, éclairé notre voie.

⁂

II. — *La réponse sénégalaise aux problèmes de l'indépendance.*

Un an d'expérience directe de notre indépendance, dans une période particulièrement dure de l'histoire du monde, nous permet de répondre, de porter témoignage.

La première réponse à un problème de doctrine nous est maintenant parfaitement claire : *notre idéologie c'est le Socialisme africain.*

En cette conjoncture, le fruit de nos efforts et de nos réflexions nous permet de présenter, dans une première synthèse, une tentative de définition du socialisme africain, de cette voie africaine vers le socialisme dont il est temps de percevoir les contours et d'affirmer les exigences.

Cette première synthèse constitue, en quelque sorte, le préambule de notre plan. Au niveau politique, nous allons pouvoir maintenant, à partir de ce travail de réflexion, le traduire en termes d'action répondant ainsi à l'appel historique du Président Senghor dans le grand rapport sur la doctrine qu'il présentait en juillet 1959, au Congrès du P.F.A. à Dakar, et qui reste pour nous la grande ouverture idéologique. Dans les mois qui viennent, réunissant donc nos instances politiques, *nous avons l'intention de proclamer un premier manifeste du socialisme africain,* qui devra porter résonnance chez nous, dans le cœur et la conscience de notre peuple entier, et hors de chez nous, dans l'attente de ceux qui cherchent, de par le monde, sur la même voie ou sur des voies proches.

Nous pensons que cette affirmation nouvelle, forte et positive, de la Présence Africaine, donnera à l'Afrique, une raison de plus pour se faire entendre, avoir part au dialogue universel, dans un monde trop souvent privé d'espoir, qui a peut être particulièrement besoin d'entendre ce que nous avons à lui dire, car c'est un message de vie et d'espoir.

Comment nous apparaît donc le socialisme africain ?

Je ne décrirai devant vous qu'en peu de mots le schéma fondamental.

En premier lieu nous voulons *poser notre problème idéologique dans un contexte mondial.*

Ainsi que j'ai eu l'occasion de l'affirmer devant l'Assemblée générale des Nations Unies, c'est dans cette projection d'une évolution équilibrée du monde que nous tâcherons de placer notre construction du socialisme africain, pour qu'il réponde au présent et à l'avenir de l'homme. Nous croyons précisément, que, tant que l'Afrique ne sera pas engagée dans les blocs, la synthèse restera possible entre les valeurs personnalisantes et les valeurs socialisantes qui s'équilibrent en réalisant la totalité de l'homme. Nous pensons que cette synthèse qui sera à la fois un véritable socialisme et un humanisme véritable, faite à partir des réalités et des valeurs africaines, et sans renier pour autant les apports fécondants des cultures extérieures, pourra porter un témoignage de signification universelle, au delà de son authenticité.

Socialisme véritable, notre idéologie s'attache à restituer leur sens à quelques données fondametales : les exigences d'un bien commun qui s'impose à tous les hommes d'un groupe — la liberté d'adhésion à ces exigences, qui fait que les hommes de ce groupe choisissent d'être solidairement responsables de l'épanouissement de leur communauté.

Enfin, l'épanouissement complet de l'homme vivant au sein du groupe, donc un humanisme fondamental.

Socialisme authentiquement africain, notre voie s'applique et s'appliquera de plus en plus, à réaliser ce schéma socialiste en le nourrissant de nos valeurs africaines.

Notre construction communautaire pour promouvoir le bien commun se fait à la lumière des enseignements

de notre structure sociologique, qui abonde en formule de *communautés fortes* et que nous sommes en train d'adapter à l'appareil de notre nation moderne.

Dans ces communautés où notre *liberté* selon le génie africain, prend force et valeur par la *parole partagée, par le dialogue,* nous avons pour objectif de développer un type d'hommes nouveaux, animés par une certaine évidence du monde et aussi une certaine intuition des valeurs spirituelles de la force vitale, dont le rythme informe notre esthétique : n'est-ce pas là l'exaltante promesse d'un *nouvel humanisme* à la fois fidèle à l'Afrique et fidèle à la vocation de l'homme, et donc à l'universel? Cet humanisme spiritualiste, s'harmonisera tout autant avec la voie chrétienne qu'avec la voie musulmane, car nous sommes profondément un peuple de croyants, et nous pensons qu'il est dans la logique de notre perspective que tous les croyants qui se situent dans ce choix d'authenticité aient vocation particulière à dialoguer fraternellement, pour étayer de valeurs spirituelles notre socialisme africain, qui n'est pas une théorie d'école, mais une option vitale et donc aussi une éthique, un engagement.

Nous percevons quant à nous, que dans cette synthèse nouvelle, les vieilles catégories d'idéalisme, de marxisme, de matérialisme, de libéralisme, perdent de leur sens et de leur intérêt.

Ainsi la négritude cesse pour nous d'être l'étendard de la révolte, pour venir féconder notre révolution.

*
**

Quelle nation sommes-nous donc,

pour vivre cette idéologie ?

Le Sénégal est un peuple ancien, ouvert sur le grand large et aussi sur le désert et la forêt proche, battu par l'harmatan autant que par l'alizée, le vent d'Est ou le vent d'Ouest, une *terre dont la vocation naturelle est le dialogue, la communication.* Ces éléments physiques servant de support à une tradition de culture et de civilisation originale et vivante, devaient en toute logique constituer, au long de l'histoire, progressivement, la plateforme d'une nation nouvelle. Le Sénégal est donc devenu une nation, cest-à-dire la projection vivante d'une commune volonté populaire de posséder un présent et un avenir partagé : ceci constituant une vocation forte, au sens exact où l'emploie avec tant de justesse le Professeur Perroux. Mais il ne faut pas se méprendre et donner à cette proposition valeur d'analyse statique.

Dans notre condition en effet, puisque nous considérons la nation comme la vocation éprouvée en commun par un peuple pour répondre à son destin, il nous faut bien marquer clairement qu'il s'agit pour nous d'une *situation dynamique, vivante, et non pas figée.* Notre *nation est une réalité en création et donc en évolution.* l'Etat est pour le moment son support fondamental, et *c'est à l'Etat qu'il appartient d'épouser le dynamisme de cette évolution créatrice* — qui le dépasse d'ailleurs en tant que structure. Donc l'Etat devra veiller à répondre pleinement à cette vocation du peuple pour n'en pas freiner l'élargissement, et que puissent naître les communautés transnationales qui préfigurent les nations nouvelles du monde de demain. Ainsi donc, à nos yeux, *la véritable nation africaine est par devant nous,* et se fera au fur et à mesure que des vocations proches se rejoindront.

D'ores et déjà nous sentons ce partage de vocations, lorsque nous parlons des peuples frères de notre groupe. Il y a là bien plus qu'une figure de style, et pour le comprendre il faut se référer aux réalités de l'Afrique; notre nation étroite éclate déjà vers cette *parenté classificatoire des nations africaines,* qui est pour nous une réalité profondément ressentie en nous-mêmes et participe donc de notre vérité.

L'échec de notre récente expérience fédérale vient probablement du fait que les problèmes de formules avaient pris tournure selon les normes occidentales et non pas selon nos valeurs propres, si bien que notre effort présent de fraternité de groupe nous unit et nous engage infiniment plus que les tentatives premières de construction juridique.

Ceci nous éclaire déjà singulièrement sur la *place que veut prendre notre pays dans le concert des nations.*

Nos objectifs sont donc essentiellement la solidarité, *le développement de la communauté des nations africaines et malgache,* l'établissement d'une réalité transnationale fraternellement vécue et partagée. C'est la ligne que nous avons suivie fidèlement avec les nations sœurs, à Abidjan, à Brazzaville. Dans le courant de la dernière semaine, voyait le jour, au pied du Mont Cameroun, à Yaoundé, une Union de nos douze Etats africains et malgache : « *L'Union Africaine et Malgache* », union partielle, mais ouverte à toutes les nations africaines désireuses de coopérer sur la base du respect de leur indépendance nationale, décidées à dépasser les slogans et les mythes, pour organiser concrètement, positivement la coopération sur une politique extérieure concertée, une défense et une sécurité communes, une politique économique également harmonisée et concertée. L'évènement, fruit d'un effort patient de rapprochement,

bien qu'il constitue un fait sans précédent dans l'histoire du continent, ne tiendra pas la vedette de la chronique internationale, tant il est vrai que les entreprises de destruction retiennent davantage l'attention dans ce monde en proie à la peur. Mais nous ne pouvons douter un seul instant que la révolution, la vraie, même silencieuse et discrète, l'emportera contre l'agitation stérile, sans lendemain.

On appréciera l'importance du chemin parcouru dans la voie de la coopération et de l'unité, en apprenant que nous déposons sur le bureau de cette Assemblée, deux instruments de ratification : l'un concernant *l'Organisation Africaine et Malgache de Coopération économique* l'autre portant création d'une Société de navigation aérienne, *Air-Afrique,* deux outils concrets de travail, qui nous autorisent à parler d'Unité africaine en ouvriers, et non en poètes ou en philosophes.

Dans la même logique et la même fidélité à nous-même, *nous avons choisi librement d'entrer en relation de Communauté avec la France.* Il faut que l'on comprenne bien que c'est aussi parce que nous avons conscience d'avoir avec la France, dans un large domaine, celui précisément de notre coopération égalitaire et contractuelle, une vocation partagée. Nous n'avons pas, bien au contraire, le sentiment que cette vocation puisse porter atteinte à notre souveraineté. Nous pensons que la Communauté rénovée à laquelle nous restons fidèles, sans complexe ni abus de langage, est solide et même n'existe que par ce partage de vocation choisi et vécu, et non pas par des formules juridiques qui n'ont de sens que par les volontés qui les établissent.

Il nous apparait que cette solidarité de notre Communauté avec la France s'inscrit dans la logique de l'histoire, et nous avons l'espoir qu'une coopération du même ordre

et de plus en plus étroite entre les peuples des divers continents, respectant les lignes spécifiques de vocation que tracent la culture, l'économie, les relations humaines, s'établira et pourra préserver la paix du monde et son développement selon la justice.

Pour cela *il faut que toutes les nations du monde puissent avoir part, comme nous, au dialogue et à la coopération.* En termes clairs cela signifie que la décolonisation de tous les peuples sans exception est l'impératif le plus urgent de la politique internationale d'aujourd'hui. Cest la première condition, je dis bien la première, de la cessation de la guerre froide. Toute nation dominée ou en situation de le devenir constitue un enjeu dont l'attirance pour la convoitise des blocs est pratiquement irrésistible. Nous continuerons donc d'appuyer ce mouvement mondial de décolonisation, que l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé par une motion historique, mais que les nations ont tant de mal à traduire dans la sincérité des faits.

Nous saluons aussi, avec une joie et un espoir immense, la grande promesse de paix en Algérie née d'un dialogue sincère entre des hommes dignes de ce nom. Les combattants algériens nos frères savent que nous nous sommes battus pour eux de toutes nos forces pour que le jour de ce dialogue arrive, dans les conditions d'aujourd'hui. Nous rendons hommage également avec l'admiration et l'affection qu'a nourri en nous un long et fructueux dialogue, au Général de Gaulle, qui a joué un rôle historique dans la décolonisation de l'Afrique, en acceptant précisément au nom de la France, l'autodétermination pour les pays africains et malgache d'expression française, en l'acceptant aussi pour l'Algérie et en prenant, nous en avons la conviction, les voies et moyens qui permettront de la traduire dans les réalités. Nous

souhaitons que les choses aillent très vite maintenant et que les obstacles passagers soient balayés par une commune volonté de paix et de dialogue.

La paix en Algérie, la paix au Congo, le désarmement, quelles tâches gigantesques pour que la Communauté des nations du monde puisse voir enfin s'éclairer son destin. Nous y contribuerons quant à nous de toutes nos forces.

Mais ceci n'aura de sens que dans la mesure où nous saurons nous réaliser nous-mêmes en tant que nation, réussir l'aventure de notre construction nationale.

*
**

Notre construction nationale ce sera donc le socialisme africain, choisi par notre peuple comme son idéologie propre, prenant forme dans nos réalités, et donnant un corps à notre nation.

Pour cette entreprise essentielle, *nous avons suivi une voie progressive, mais implacable.* Certains confondent souvent le réformisme et la révolution, et d'autant plus aisément que leur jugement s'applique à l'Afrique où les faits sont autres qu'en Europe ou qu'en Asie. Le réformisme ou la révolution ne doivent pas en effet se juger selon des critères formels. Une voie progressive peut être beaucoup plus révolutionnaire, et une rupture très violente en apparence beaucoup plus réformiste. Il faut savoir percer l'enveloppe des apparences pour en juger.

Pour nous, la révolution c'est la volonté expresse de changer radicalement dans sa logique profonde un système politique, économique et social, pour lui en subs-

tituer un autre qui puisse correspondre pleinement aux exigences de développement du peuple auquel il s'applique, en fonction de l'idéologie qu'il a choisie. Le réformisme par contre cherche simplement à s'accommoder aux conjonctures en fonction de ces conjonctures et non pas en fonction d'une doctrine première.

Nous avons donc affirmé depuis longtemps que nous voulions réussir une véritable révolution c'est-à-dire instaurer dans notre pays, le socialisme africain. Nous avons certes, respecté des étapes: de la loi-cadre à l'autonomie, de l'autonomie à l'indépendance, de l'indépendance à ce jour. La progression a été cependant constante : l'essentiel de la révolution est entrain de s'accomplir en profondeur et non seulement en surface, et c'est ce que je dois vous expliquer maintenant.

Notre révolution s'opère en trois phases, et nous voici parvenus sur la ligne de crête, dominant nos perspectives nouvelles.

Je vous dirai peu de chose de l'*étape préliminaire:* elle n'avait de sens qu'en fonction du reste, mais le travail obscur et peu spectaculaire auquel elle nous astreignait commandait en quelque sorte la solidité de l'édifice.

D'octobre 1958 à juillet 1960, pendant la totalité de cette période de l'autonomie interne, qui nous était nécessaire pour agir librement à l'intérieur de chez nous, nous avons mis tous nos efforts dans deux directions.

— D'abord *l'étude systématique et scientifiquement conduite,* de l'ensemble *de nos réalités économiques,* sociales, humaines. A cet effet, poursuivant dans la ligne de pointe de la recherche de l'Economie humaine, avec le concours du Père Lebret qui a su à la fois admirablement respecter ce que nous sommes et nous aider à per-

cer jusqu'au cœur de nos problèmes, nous avons réuni tous les éléments, recensé tous les faits, dressé tous les inventaires et les cartes dont nous avions besoin. Un rapport considérable, objectif, a été établi, sans précédent encore je le crois, dans nos pays. A partir de ce travail nous pouvions donc nous avancer en terre sûre et dégager une projection à long terme et des lignes d'action.

— En second lieu, et c'était déjà l'introduction de la Révolution, nous établissions dans l'ensemble du pays *des structures administratives et économiques nouvelles.* Elles sont toutes en place aujourd'hui, structures d'accueil pour la construction du socialisme africain. De nouvelles régions administratives, la suppression des chefferies anciennes, la création de centres d'expansion rurale de nouvelle formule au niveau du terroir, de centres d'Assistance au Développement au niveau des Régions, d'un Office de Commercialisation agricole et d'une Banque de développement au niveau national. Tout ceci s'est fait au cours de cette première année d'indépendance, pendant le temps où, à partir des matériaux rassemblés, nous préparions le premier plan.

C'est, je crois, l'élément dominant de *rendez-vous du 4 avril,* où nous voici rassemblés, que la présentation à notre peuple du premier plan de sa révolution. Par là même la célébration de notre indépendance prend sa signification et sa dimension véritable : rencontre du Sénégal avec ce nouveau visage qu'il s'est choisi, le visage d'un peuple libre, qui se veut par lui-même.

Quel est donc ce premier plan que nous venons de déposer sur le bureau de l'Assemblée et que nous soumettons à votre suffrage, Messieurs les Députés ?

En vous le présentant, et avant d'en décrire de façon globale la méthode d'élaboration, les objectifs, les carac-

téristiques fondamentales, je voudrais insister particulièrement sur la perspective d'ensemble dans laquelle, notre plan se situe. Ceci permet, d'entrée de jeu, d'en comprendre plus exactement la portée.

Notre plan est la première étape donc de cette nouvelle politique de développement que nous avons définie. Il s'inscrit dans la projection à long terme esquissée dans les conclusions de nos études économiques d'ensemble, et qui dégage les grandes lignes de l'évolution souhaitable de notre économie dans la période des 25 années à venir, correspondant approximativement au temps où la population de notre pays aura doublé, avec toutes les exigences qu'implique cette prévision.

Trois considérations doivent s'imposer à nous.

D'abord, s'agissant du premier plan, qui se propose de réaliser le « décollage » de notre développement, il comporte des options et des investissements de base qui doivent assurer la croissance à long terme, et donc n'offriront pas également dans tous les secteurs d'effets rapidement tangibles et spectaculaires. L'optique du plan exige en effet que l'on sache accepter des arbitrages, ne pas vouloir tout tout de suite, mais préparer un avenir solide et harmonieux. Telle opération qui vous paraitra à juste titre d'une utilité inconstestable, ne figure pas dans le premier plan. Elle s'inscrira alors sûrement dans un plan suivant; d'autant plus que la planification permet de prévoir et donc de préparer les actions pour les déclencher au moment où elles deviennent impératives selon l'efficacité optimale. On ne dira jamais assez que dans les pays comme le nôtre, les arbitrages ne se situent pas entre des options simplement utiles ou très utiles, mais entre des options indispensables qu'il faut conjuguer avec le facteur temps au mieux de la progression globale. C'est cette rude discipline — la plus dure peut-être — celle de la patience, qui nous est demandée.

En second lieu, un plan constitue une architecture logique et soigneusement calculée, qui exclut absolument l'improvisation. Le projet que nous avons établi s'efforce de répondre à cette exigence. Il n'est donc pas possible d'en modifier telle ou telle pièce importante sans remettre en cause l'ensemble du calcul; toute modification de cet ordre ne devra être acceptée que pour des raisons majeures, et à chaque fois les conséquences seront déduites et assumées. Certes il s'agit d'une planification souple et non d'une planification rigide et dogmatique. Notre socialisme humaniste nous commande de ne planifier que ce qui doit l'être mais tout ce qui doit l'être. La souplesse consistera à suivre précisément l'évolution des réalités dans ses contours les moins prévisibles, en tentant de préserver l'équilibre global entre les masses, que commande l'option fondamentale.

Ceci nous amène logiquement à cette troisième réflexion: notre plan tendra progressivement vers un système de planification continue. Le découpage pluriannuel reste indispensable, certes, mais la projection à long terme doit de plus en plus souder les actions pour leur donner leur dimension totale, et l'efficacité sera de plus en plus, au fur et à mesure que nous parviendrons à maîtriser les éléments de contrôle, de faire du plan une création vivante.

Ce stade n'est pas pour demain, mais il faut y songer et le préparer. C'est par la discipline nationale que nous arriverons à cette croissance maîtrisée qui fera de notre pays une nation développée.

Comment avons-nous donc élaboré ce plan ?

Dès le 1er août 1960, quelques jours après la fin des études générales, le Gouvernement établissait les directives pour le plan. Une commission nationale du Plan a

été créée avec des sections techniques et des groupes de travail. Après six mois de labeur opiniâtre, la Commission a pu présenter à l'étude et à l'approbation du Gouvernement le projet de ce premier plan que nous venons donc soumettre à votre suffrage, Messieurs les Députés.

Je vais de façon synthétique, vous le présenter en marquant successivement la méthode, les objectifs par secteurs, les résultats d'ensemble que nous prévoyons.

La méthode n'est que l'application des principes que nous avons définis dans notre approche du Socialisme africain. Je ne m'y arrêterai donc pas très longuement. Il s'agit, dans ce premier plan, de promouvoir une orientation nouvelle de notre économie. Cette orientation implique pour nous les impératifs suivants :

— Promouvoir le sens des responsabilités, c'est-à-dire rendre chaque citoyen, chaque groupe, chaque communauté comptable du devenir du pays en fonction de leurs capacités et des charges qu'ils assument.

— Aboutir à une africanisation dans la logique de cette prise de responsabilités, de l'ensemble des secteurs essentiels, sans exclure pour autant la coopération technique des experts venus de l'extérieur, mais en situant cette coopération selon des normes nouvelles.

— Mobiliser toutes les forces du pays en suscitant les efforts propres de chaque niveau et en tenant compte, dans la répartition de l'aide de l'Etat, de ces efforts propres, selon un véritable mécanisme de « développement contractuel ».

— Favoriser la participation des capitaux privés en les aidant à s'insérer dans les opérations de croissance prévues par le plan, et donc en leur donnant en plus

des avantages fiscaux raisonnables une « efficacité » nationale, qui sera le meilleur gage de la rentabilité. Il faut donc, comme je l'ai dit en d'autres circonstances, que les capitaux privés acceptent spontanément de se « nationaliser », c'est-à-dire de participer à notre construction nationale. Nous n'envisageons pas quant à nous d'autre processus de « nationalisation » en dehors de cette libre coopération dans la confiance.

— Enfin ce plan s'efforcera de répondre à la nécessité d'une véritable structuration de notre économie, par une intégration plus poussée des activités et des facteurs de croissance des régions.

Je vous dirai brièvement, par grands secteurs tout d'abord ce que nous comptons réaliser, *nos objectifs techniques.*

1° *Pour les transports et communications*

— La réalisation d'un équipement routier portant sur 1.836 kms de routes revêtues ou stabilisées;
875 kms de pistes améliorées.

— Un effort de modernisation de l'infrastructure ferroviaire permettant l'écoulement d'un trafic plus lourd et plus rapide.

— Une amélioration des conditions d'utilisation de nos ports et, notamment à Dakar, la construction d'un quai de pêche.

— Une première phase de développement des infrastructures aéronautiques en fonction essentiellement des liaisons internes.

— L'équipement des télécommunications veillera tout particulièrement à répondre au besoin de croissance des pôles régionaux.

2° *Le secteur de l'industrialisation et de la construction* représente une importance particulière. Sans rechercher un essor industriel forcené, il nous est cependant indispensable de disposer de quelques unités motrices importantes.

Dans ce domaine, l'indice global de production passera à 172 en 1964 par rapport à la base 100 en 1959. Le nombre d'emplois nouveaux créés sera de l'ordre de 10.000.

A elles seules, quatre grandes opérations représenteront environ la moitié de l'augmentation de la production industrielle. Ce sont :

— L'extension de l'exploitation des Phosphates de Taïba.

— La création d'une raffinerie de pétrole, qui devra entrer en service en 1963 et atteindra à pleine capacité une production de 2 millions de tonnes par an. Il m'est agréable de signaler que la Société Africaine de Raffinage, qui associe des capitaux publics sénégalais et des capitaux privés, et qui assurera la réalisation de cette Raffinerie, vient de prendre naissance à la veille même des fêtes de notre indépendance.

— D'importantes industries chimiques et fabriques d'engrais devront atteindre une production de 100.000 tonnes annuelles en 1963-64.

— Enfin une sérieuse extension et diversification de notre industrie textile sera réalisée au cours du plan.

Dans tous les cas il s'agira véritablement d'un potentiel industriel intégré harmonieusement à l'intérieur de notre économie et non pas d'opérations marginales ou dépendant d'un pôle premier extérieur à nous.

Je dois signaler également le projet d'une série de petites et moyennes industries, souvent dans le prolongement d'un artisanat premier, tirant profit des leçons de l'expérience chinoise, et articulée directement sur les zones rurales, qui doit être un ferment sérieux d'équilibre et de progrès technique.

3° *Le développement du secteur de l'enseignement* répondra à la tâche fondamentale de préparer les cadres pour la nation et de réduire la tare que constitue l'analphabétisme. Ce plan de formation des cadres implique, compte tenu des délais indispensables à l'acquisition des techniqes. que nous commencions le plus tôt possible un effort soutenu, qui ne portera tous ses fruits que dans plusieurs années, mais amènera alors une accélération des résultats très importants.

Au terme du premier plan, le taux de scolarisation pour l'ensemble du pays passera de 28% en 1960-61 à 51% en 1964-65, en tenant compte de l'accroissement de la population. Pendant ces quatres années, nous allons créer 2.500 classes nouvelles permettant le doublement des effectifs scolarisés.

Dans l'enseignement secondaire, nous prévoyons une augmentation de 70% des élèves. Dans l'enseignement technique et professionnel, 68% d'effectif en plus. Je signale que l'analyse de détail de ce taux global révèle, pour l'enseignement technique pur 117 % d'augmentation, et 275% pour l'enseignement féminin.

Je pense que ces chiffres peuvent se passer de commentaire.

4° *Dans le domaine de la santé,* l'orientation de notre plan nous conduit à faire face aux problèmes les plus urgents, c'est-à-dire porter l'essentiel de l'effort sur la médecine rurale préventive et collective.

Pour mesurer cet effort, nous pouvons constater, selon nos prévisions, que le développement des équipements fera passer la dépense du service de santé de 600 francs par habitant et par an en 1959 à près de 800 francs en 1964, soit une augmentation voisine de 1/3.

5° *Pour l'Edilité et l'Habitat,* nous avons prévu un programme d'assez large envergure. L'orientation des financements pour l'habitat fera porter l'instance vers les centres de l'intérieur; en dépit de la part encore majoritaire de Dakar. Il n'est pas souhaitable en effet de provoquer des ruptures dans l'effort, mais d'opérer un redressement progressif de sa direction.

Les travaux d'édilité doivent couvrir près de 3 milliards selon une répartition qui s'applique à réaliser une distribution géographique ordonnée aux besoins les plus urgents, en veillant toutefois à ne point charger excessivement les budgets de fonctionnement des collectivités intéressées.

6° *Le secteur de la Production rurale et de la pêche* occupe, en bonne logique, une place de choix, tenant compte du fait que la dominante agricole de notre pays, qui compte plus de 80% de paysans, reste une donnée de base pour tout notre développement.

Je ne citerai que les actions essentielles — la promotion du paysan tant sur le plan technique que social nous a fait à prévoir, au terme des 4 ans, un centre d'expansion rurale par arrondissement et un centre d'animation rurale par cercle, ce qui amènera un quadrillage pratiquement complet, et assez dense pour assurer un encadrement des masses rurales appelé à révolutionner le monde de nos paysans et leur poids effectif dans l'orientation de la nation.

— Les productions végétales en produits vivriers s'accroîtront de 250.000 tonnes, donnant un indice de 137 sur la base de 1959. La part commercialisée augmentera de 120.000 tonnes soit d'un indice de 322 sur la même référence.

— Les produits de l'élevage commercialisés représenteront l'indice 227 par rapport à 1959 et la production commercialisée de la pèche l'indice 240.

— Les investissements pour l'alimentation en eau du monde rural auxquels nous attachons une importance toute particulière se chiffreront à 1 milliard 700 millions.

— Des zones d'action intensive pour le développement agricole seront créées (c'est le cas de la zone d'action pionnères des Niayes) ou connaîtront une sérieuse extension, comme les zones d'action pionnière de Boulel et de Séfa, et les zones rizicoles du Sine-Saloum.

***

Assemblant ces actions de secteurs en un tableau d'ensemble coordonné, nous pouvons mesurer la part relative de chacun par rapport au total national.

La répartition par origine des investissements s'établit comme suit par secteur :

— Infrastructure 33,9 % des investissements publics et 18,75 % de l'investissement global public et privé;

— Production rurale 18 % et 13,4% pour les mêmes catégories;

— Industrie et commerce 7 % et 44,4 %;

— Enseignement et formation 12,2 % et 6,7 % ;

— Hygiène et santé 5,3 % et 2,9 % ;

— Edilité et habitat 17,2 % et 10,9 % ;

— Equipements administratifs 5,5 % et 3 %.

*
**

Le total des investissements prévu pour la période est de *92 milliards de francs CFA*, dont 42 milliards de fonds privés et 50 de ressources publiques (en comptant 1 milliard 300 millions d'investissement humain, et environ 27 milliards d'aide extérieure).

Le mouvement d'ensemble attendu doit permettre une croissance de la production intérieure brute selon le taux annuel de 8%, l'indice atteignant 148 en 1964 par rapport à 1959.

L'augmentation des investissements bruts devrait se mesurer à l'indice 206, et l'augmentation de la consommation des particuliers selon l'indice 136.

Comme l'homme est au centre de notre préoccupation nous constatons que les effets de ce plan se traduiront par une *hausse du niveau de vie, par tête, de plus 3,5 % par an.* Ceci peut paraître modeste. Je vous disais tout à l'heure que la mission du premier plan est d'accumuler les ressources de base nécessaires au développement et d'en préparer le mécanisme de mise en œuvre. L'étude de la projection à long terme nous éclaire parfaitement sur la suite : vers 1975, au terme de notre 4e plan, et donc de 16 ans d'efforts, nos prévisions, selon la logique que nous introduisons aujourd'hui, nous permettent de pen-

ser parvenir à cette date au doublement du niveau de vie, la production commercialisée voisinant, de son côté, le qadruple des masses de départ (indice 385).

Tout ceci n'est pas du rêve ou des projets désincarnés, mais le fruit de patients calculs rigoureusement menés, et tenant compte constamment du facteur humain, du facteur sociologique. La prévision s'est attachée à garder l'équilibre entre les vues optimistes ou pessimistes. Il est certain cependant que la réalisation du plan exigera un effort soutenu de tous les citoyens, une discipline constante, un sens du bien commun qui doit faire éclater les petits égoïsmes, les réflexes petits-bourgeois. Sans ce style nouveau, il n'est point de plan réalisable.

Seule notre éthique du socialisme africain pourra donner son sens et ses chances à cette construction technique.

*
**

Quelle est donc cette n o u v e l l e étape qui s'ouvre aujourd'hui ? Quels sont les problèmes majeurs pour que ce plan prenne vie dans une stricte fidélité à notre idéologie, à nos options ?

En premier lieu, il nous faut prolonger ce travail de planification en le poursuivant de façon précise, jusqu'au détail de ses conséquences régionales. En effet, il est capital que la prise en charge soit opérée au niveau des masses. Cela signifie que des plans régionaux de développement soient élaborés, comportant comme charpente essentielle un schéma complet d'aménagement. Ceci est primordial, je le répète, et nous avons l'inten-

tion de mettre sur pied, aussitôt après le vote du Plan national, un organisme d'aménagement régional, qui traduira en données directement utilisables pour les instances régionales, et notamment pour le réseau de l'animation rurale, les actions que nous avons décidées. Nous avons pour cela tous les éléments nécessaires et nous mènerons les choses très vite.

Je dois m'adresser maintenant à ceux qui acceptent de nous apporter une aide extérieure indispensable; je dirai ensuite aux Sénégalais ce que signifie la mobilisation de notre peuple autour du plan. J'emploierai un langage net et sincère.

Aux nations amies qui veulent nous apporter leur coopération pour que nous puissions bâtir ce plan, réussir cette phase initiale de notre développement, nous devons dire que nous serons des partenaires loyaux et sérieux. Nous savons que le sens de la coopération, c'est de réaliser ensemble une construction qui prend valeur de dépassement par rapport à ceux qui coopèrent, autant pour ceux qui donnent que pour ceux qui reçoivent, ne serait-ce que par le lien fraternel ainsi créé, qui vaut plus que des milliards au regard du destin auquel est appelé le monde. Nous ne demandons simplement qu'une égale loyauté en retour de la nôtre, et donc que l'aide ne soit pas la couverture d'opérations porteuses d'autres finalités qui nous seraient étrangères, ou joueraient contre nous selon des voies indirectes. L'aide technique doit avoir figure nouvelle désormais, et prendre en considération nos véritables problèmes de développement.

Cette démarche sera d'autant plus naturelle que notre plan s'efforce précisément de les maîtriser dans leur ensemble, d'une façon cohérente. Nous dire que l'on veut

nous aider à financer « pour notre bien », les opérations essentiellement rentables, procéderait maintenant donc du vieux réflexe tutoral qui prétend apprécier mieux que nous ce qui est bon pour nous — ou bien alors masque d'autres intentions plus complexes — Nous pouvons affirmer que l'ensemble des opérations de notre plan sont rentables au regard de nos objectifs et d'une comptabilité économique globale, et toutes également importantes. Voilà pourquoi nous souhaiterions que les apports des assistances bilatérales ou multilatérales se fondent sur notre situation nouvelle. Nous pensons que l'aide multilatérale a vocation à se développer de plus en plus, mais il faut bien constater que certaines de ses procédures sont peut-être moins souples et moins évoluées que telle aide bilatérale qui repose sur la confiance réciproque.

En tout état de cause, il ne peut plus être question pour nous de nous prêter à des mécanismes d'échanges ou de coopération qui, en faisant jouer des circuits indirects, aboutissent en dernier ressort à surdévelopper les industries ou les équipements de production des nations déjà développées et à paralyser par asphyxie ou concurrence insoutenable notre expansion industrielle, ou à fausser l'équilibre de notre consommation par des accords de commerce dont l'esprit s'inscrit à l'encontre des options de notre plan.

Il y aurait là un schéma de néo-colonialisme particulièrement grave — tout aussi grave, bien que moins apparent, que celui qui refuse de poser en vrai grandeur le problème de la stabilisation mondiale du cours des matières premières, et qui entretient par là-même les économies sous-développées dans un climat de fragilité permanente, propice aux interventions extra-économiques.

Nous avons plus que l'espoir, la certitude que les nations amies comprendront fort bien les termes selon lesquels nous avons posé nos problèmes, notre franchise un peu abrupte, et nous sommes assurés que notre coopération avec elles ne supportera aucune de ces hypothèques : je puis dire que personne n'aura à regretter de nous avoir fait confiance, de nous avoir traité en hommes adultes et responsables.

Je voudrai dire aussi un mot de l'esprit nouveau que nous escomptons voir dans la coopération en personnel d'assistance technique.

Nous estimons nécessaire que les assistants techniques dont nous aurons besoin encore pendant assez longtemps ne viennent pas chez nous avec des solutions préfabriquées ou des positions de principe en contradiction avec notre idéologie. Nous ne leur demandons pas, certes, d'épouser notre idéologie. Ceux d'entre eux qui sentent le besoin profond, d'entrer en résonnance avec elle, sur le plan d'un engagement personnel sincère, pourront affronter avec nous nos problèmes à ce niveau, à condition de les aborder de l'intérieur et non pas comme je le disais en voulant « importer » des solutions.

Des autres, nous attendons une acceptation loyale de l'application de notre politique au niveau technique qui leur est imparti, et sans que, bien sûr, la technicité se pose comme première par rapport aux orientations qui découlent de nos options générales : la technique doit en effet se mettre au service de ces options.

L'assistance technique loyale est autre chose qu'une institution de charité, un produit d'exportation, un moyen d'intervention dans les politiques intérieures des pays assistés, un transfert de techniques ou de person-

nels qualifiés. Elle est un stimulant au développement interne, un transfert d'innovation opéré sans arrière pensée, sans volonté directe de domination et sans calculs matériels. Elle doit être non une fin en soi, mais un relais, une étape formatrice, destinée à préparer la relève technique dans tous les domaines. Elle doit se présenter essentiellement comme une éthique, dans un monde condamné à construire une « civilisation solidaire ».

Mais de toute évidence, la mise en œuvre du socialisme africain ne peut s'opérer véritablement que par nous-mêmes, et par une mobilisation de tout le peuple.

Dans la période intermédiaire, nous avons procédé à une refonte totale de nos structures administratives et économiques pour préparer l'avènement d'une économie planifiée. Le support de cette économie planifiée doit être maintenant élargi et consolidé. Je pense en particulier à notre appareil fiscal. Le moment est venu, je le crois, de repenser en pofondeur notre politique financière, en tenant compte du contexte nouveau, en fonction des impératifs de notre développement. Le régime financier de 1912 a vécu, tout comme le régime politico-administratif qui l'a engendré. Les techniques financières doivent donc être adaptées aux structures nouvelles, dans une construction d'ensemble, qu'il est dans notre intention de mener à bien rapidement.

La notion d'équilibre budgétaire sera maintenue, mais intégrée dans une perspective dynamique, afin d'être délivrée de tout formalisme comptable stupidement conservateur. La fiscalité elle-même devra faire preuve d'imagination créatrice et d'audace pour se décoloniser. Elle doit être davantage une fiscalité nationale, inscrite dans un effort national, la contre-partie des droits démo-

cratiques de tout citoyen étant l'obligation de s'acquitter des prestations de devoirs et d'équité que sont les impôts pris en charge par la nation entière. Nous ne céderons ni à la démagogie, ni à la facilité, afin de préserver notre équilibre dans l'effort. Nous pensons en particulier que, dans une économie agricole qui se socialise, la théorie de l'exemption fiscale en faveur du monde rural devient un anachronisme, la survivance d'une conception archaïque. Nous ne limiterons pas d'ailleurs à ce seul niveau la remise en ordre indispensable. Ainsi dans ce domaine, comme dans les autres l'appareil de l'action publique sera modernisé, dans le sens de notre socialisme. Il nous faut maintenant aller encore plus en profondeur et modifier progressivement la structure sociale elle-même, pour qu'elle soit en harmonie avec l'armature d'une nation jeune qui entre avec force dans la voie du développement.

C'est en tenant compte de cet objectif que doit se faire la mobilisation du peuple, afin qu'elle ne soit pas une vaste opération de pure propagande ou de publicité tapageuse, mais qu'elle corresponde à une réelle montée humaine. Nous avons maintenant en main tous les éléments pour réussir cette entreprise, qui conditionne de façon absolue le succès de notre politique. Je puis même dire que les choses ont déjà sensiblement avancé, que nos méthodes ont fait leurs preuves, en respectant cette liberté d'adhésion que nous considérons comme un caractère essentiel de notre socialisme.

Notre méthode originale c'est l'animation des masses. Il faut comprendre aujourd'hui l'importance fondamentale que l'animation rurale a déjà prise dans la nation. C'est cela en effet la véritable Révolution du peuple. Dans nos centres qui rayonnent déjà sur la Casamance, le Fleuve, le Sine-Saloum, le Cap-Vert. *700 animateurs ruraux ont été formés. A la fin du premier plan* nous pensons qu'ils seront 7.000 et couvriront l'ensemble du pays

d'un réseau dynamique de véritables militants de la promotion paysanne et de la construction nationale. Suivis constamment par un encadrement très actif, et encadrant eux-mêmes les masses, ils sont repris après le stage initial de trois semaines, organisé dans le cadre de leur terroir, en une série de stages de perfectionnement qui leur donnent progressivement toute la compétence technique et la culture civique nécessaires pour être les vecteurs efficaces du progrès.

L'expérience, menée déjà sur une large échelle, a dépassé toutes nos prévisions, faisant voler les petits cloisonnements des politiques locales, les micro-politiques d'opposition pour orienter les paysans dans le sens du devoir national, et d'immenses espérances à partir d'eux se sont levées, et aussi une conscience très aiguë de leurs responsabilités et des nôtres à leur encontre.

Il n'est pas possible de décevoir ce mouvement qui prendra figure bientôt d'une vague de fond porteuse de la révolution du développement dans tout le pays. Il faut d'urgence que nous y adaptions nos structures d'appareil politique, afin que l'ensemble de l'effort de la nation se fasse dans une harmonie parfaite. Nous avons là, la promesse de pouvoir réaliser notre plan, peut-être même de le dépasser. C'est une question d'enthousiasme, de volonté, de foi.

Ce réseau de nouveaux paysans nous permettra d'établir solidement un quadrillage coopératif étroitement lié avec un mouvement communal moderne et progressiste, instaurant par là-même et en profondeur les fondements du socialisme que nous avons choisi, et réalisant la jonction des cellules de base économiques et politiques.

Dès maintenant, il nous faut poser également, et, je le pense, selon la même méthode d'animation, le problème des populations urbaines. Il faudra créer de véritables communautés de quartier, susceptibles de prendre la responsabilité de leur promotion et pas seulement de la gestion des intérêts communs limités au niveau municipal. Ce mouvement permettra de mieux situer les masses de population flottante pour les aiguiller soit vers la création de nouvelles cellules urbaines vivantes, soit vers les zones rurales en expansion.

Enfin, puisque nous parlons de la structure sociale, il n'est pas possible d'éluder le problème de la reconversion de la classe des fonctionnaires, et des cadres en général.

Les fonctionnaires ne peuvent plus se comporter comme une classe, mais au contraire doivent devenir les éléments moteurs à tous les niveaux, de la construction nationale. La discipline que leur commande le devoir civique sera rude. Il nous faut abattre ces mythes néfastes que sont les problèmes de standing, la loi des avantages acquis. Nous avons entrepris une étude des coûts et rendements des administrations qui se prolongera par une réforme en profondeur.

Ceci est une condition de la réussite du plan. Notre mystique doit être celle de la qualité, de la compétence, de la productivité.

Doivent en particulier le comprendre certains de nos frères intellectuels, pour qui la tentation est si facile de juxtaposer aux avantages bourgeois d'une situation administrative correcte et stable rémunérée par l'Etat, donc par l'argent du peuple, des options de principe et un comportement politique prétendument de gauche, s'attachant à une opposition qui n'en est pas une, car elle n'a rien de constructif à opposer à notre politique.

Ils sont de moins en moins nombreux fort heureusement ceux qui ont choisi le confort intellectuel des tricheurs. Nous espérons que tous comprendront leur devoir et se mettront fraternellement au travail avec nous.

Les cadres et les militants syndicaux ont, quant à eux, réalisé l'unité et s'insèrent dans notre politique de développement. Nous les aiderons au maximum à participer à cette politique. La création prochaine d'un Conseil économique et social, et d'un Institut d'études sociales à l'Université, marquera une étape importante de l'évolution d'un mouvement syndical qui doit s'orienter de plus en plus vers la promotion des travailleurs et la participation aux cellules de production.

Les jeunes ont compris eux aussi leur devoir et soutiennent activement notre effort. D'immenses champs d'activité vont s'ouvrir à eux. Je pense en particulier aux zones pionnières où ils ont leur place tout naturellement pour créer de toutes pièces de nouvelles cités, de nouveaux terroirs.

Enfin le mouvement de promotion féminine, élément nécessaire de toute progression de la nation, va prendre son ampleur véritable. Déjà 200 animatrices ont été formées dans le milieu rural. C'est une simple avant-garde. Notre plan se propose d'apporter le support nécessaire à cette entreprise.

⁂

Voici tracé donc l'essentiel de notre grand dessein. Pour venir à bout d'un problème de destin si redoutable, nous avons besoin de n'être point seul, de n'être point quelques-uns, mais la nation entière rassemblée.

Nous sentons avec joie et confiance le peuple se souder dans un élan puissant, pour gagner une partie qui engage plus que nous-mêmes, plus que notre pays, mais par delà ce que nous sommes une part des chances de l'Afrique dans un monde solidaire.

Je voudrais vous dire qu'il nous faut véritablement être à la h a u t e u r de ces responsabilités écrasantes. M'adressant à vous en homme politique et en homme de gouvernement, je ressens de plus en plus le besoin de faire coïncider ces deux missions en moi, et je pense qu'il est nécessaire de réaliser cette synthèse à tous les niveaux de la nation. Nous pensons qu'il faut politiser la vie de la nation entière, mais par le même mouvement restituer à la politique son sens véritable. Il est temps que nous cessions de faire de la politique selon les termes d'une histoire parlementaire d'Occident qui n'est pas la nôtre. Il ne faut plus analyser selon des données prétendues classiques qui ne sont pour nous qu'exotiques, et donc artificielles, les termes d'opposition, de majorité, de mandat électoral. La politique dans une nation en voie de se faire c'est la technique engagée qui doit permettre de rassembler un peuple pour faire face à l'ensemble de ses poblèmes de survie et de croissance. C'est la méthode humaine pour promouvoir le développement de la communauté des hommes en harmonie avec le développement de chaque citoyen. C'est donc pour nous la science socialiste au sens noble par excellence. C'est cet engagement qui est le mien, celui de notre parti qui est un parti national, et c'est celui de notre peuple. Nous avons le devoir d'y faire face ensemble.

Imprimerie de la République du Sénégal

SAINT-LOUIS

:=: Dépot légal n° 1563 :=: